



Allô le SPIP ? ... Ah non, y a plus personne.

Sans secrétariat : plus de SPIP !

Dans quelques jours, l'unité milieu ouvert de Bordeaux n'aura plus aucun personnel administratif. **Zéro agent. Aucun accueil. Aucun appui.**

Dans un service composé d'environ 50 CPIP et 3 DPIP, alors même que 5 postes administratifs sont prévus à l'organigramme, cette situation n'est pas un aléa : c'est une rupture organisée du fonctionnement du service.

Et le calendrier aggrave encore la situation :

Dès lundi prochain, le service devra assurer la bascule vers le logiciel PRISME, qui exige rigueur, disponibilité et soutien administratif. Dans le même temps, les services civiques arrivent à leur terme, supprimant un appui déjà indispensable. Enfin, aucune visibilité n'est donnée sur la prolongation de la CPIP placée, pourtant essentielle à l'équilibre des équipes.

Tout disparaît, en même temps.

Le **SNEPAP-FSU** le redit : Le secrétariat n'est pas une fonction accessoire. Il est au cœur du fonctionnement du service.

C'est lui qui permet l'accueil du public, la gestion des convocations, le traitement du courrier, la tenue des dossiers, la circulation des informations avec les juridictions.

Sans personnel administratif, il ne s'agit pas d'un service "dégradé". Il s'agit d'un service empêché.

Les agents ne seront pas les variables d'ajustement !

Nous le disons clairement : les CPIP et les DPIP ne feront pas le secrétariat.

Les missions sont définies. Elles sont déjà exercées dans des conditions dégradées. Accepter le glissement de tâches, ce serait entériner la disparition progressive de nos métiers et la dégradation durable du service public. Nous refusons de compenser les carences de l'administration.

Depuis des années, l'administration répond par des expédients : redéploiements internes, contrats précaires, solutions temporaires sans lendemain. Ces réponses ne règlent rien. Elles installent durablement les services dans la pénurie.

Le **SNEPAP-FSU** exige :

- Le recrutement immédiat de personnels administratifs titulaires
- Le respect des organigrammes de référence
- Des moyens pérennes et à la hauteur des missions

Ce qui se passe aujourd'hui à Bordeaux dépasse largement une seule unité. C'est le symptôme

d'un affaiblissement global des moyens du SPIP de la Gironde.

En milieu fermé, la réalité est déjà connue : surpopulation carcérale, surcharge de travail, tensions constantes, conditions d'exercice dégradées. Les équipes tiennent, mais au prix d'un épuisement croissant.

Dans ce contexte, désorganiser le milieu ouvert, c'est aggraver encore l'équilibre global.

Le dysfonctionnement de Bordeaux aura nécessairement des conséquences : sur le milieu ouvert de Libourne, qui devra peut-être absorber des répercussions sans moyens supplémentaires, et sur le CP de Gradignan, déjà sous pression, qui dépend d'un milieu ouvert fonctionnel pour assurer la continuité des parcours.

Ce que vivent aujourd'hui les personnels administratifs, ce que subissent les CPIP et les DPIP, ce que constatent tous les agents, tous corps confondus, relève d'une même réalité : le manque structurel de moyens. **Notre réponse est claire : nous sommes unis.**

Unis entre unités.

Unis entre métiers.

Unis pour défendre des conditions de travail dignes et un service public de qualité.

DISP – DGAP : PRENEZ VOS RESPONSABILITÉS !

On ne peut pas exiger toujours plus des SPIP, tout en organisant leur désorganisation. Aujourd'hui, les conditions minimales de fonctionnement ne sont plus réunies. La continuité du service public de probation est menacée.

Sans réponse rapide et concrète, le **SNEPAP-FSU** :

- Saisira les juridictions et partenaires
- Rendra publique cette situation
- Engagera toutes les actions nécessaires

Ce n'est pas aux agents de s'adapter à la pénurie. C'est à l'administration de donner les moyens du service public.

Il est temps d'agir. Maintenant.

Les représentantes du SNEPAP-FSU GIRONDE

